COMMUNE de MONTMAIN
COMPTE-RENDU du CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 03 mars 2023

Étaient présents : Mme Martine DÉCHAUD, M. Samuel TRULLARD, Mmes Sophie CHAVATTE, Anita LETEURTOIS, M. Jean-François FAIVRE, Mme Valérie PEREZ, MM. Anli TAOIKALI ABDALLAH, Bernard SAGRANGE et Fabrice ROUSSEAU.

VOTE du COMPTE de GESTION 2022

Madame le Maire présente au Conseil Municipal le compte de gestion de la commune pour l'année 2022 établi par le Service de Gestion Comptable de Nuits-Saint-Georges.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, émet un avis favorable au compte de gestion présenté pour l'année 2022, pour la commune.

VOTE du COMPTE ADMINISTRATIF 2022

Madame le Maire présente au Conseil Municipal le compte administratif de la commune pour l'année 2022.

Madame le Maire se retire afin de procéder au vote.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve le compte administratif 2022 présenté pour la commune qui fait apparaître un résultat de fonctionnement excédentaire pour l'année de 5 919.89 € et un résultat d'investissement excédentaire pour l'année de 17 970.55 €.

SUBVENTIONS 2023

Madame le Maire demande au Conseil Municipal d'attribuer les subventions qui seront inscrites au Budget Primitif 2023.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, décide :

- à l'unanimité, d'attribuer une subvention de 100.00€ à « Alcyon le Tremplin »,
- à l'unanimité, d'attribuer une subvention de 10.00€/élève (habitant la commune) à la Coopérative scolaire,
- à l'unanimité, d'attribuer une subvention de 100.00€ à « Pagaies du bord de Saône »,
- par 9 voix, d'attribuer une subvention exceptionnelle de 30.00€/élève (habitant la commune et participant au séjour scolaire organisé dans le cadre des cours d'histoire) au Collège Dinet de Seurre.

Les dépenses seront inscrites au budget primitif 2023, à l'article 65748.

DEMANDE de PROTECTION FONCTIONNELLE d'un ÉLU

Madame le Maire rappelle au Conseil Municipal que la commune est tenue de protéger les élus ainsi que les agents contre les violences, menaces ou outrages dont ils pourraient être victimes à l'occasion ou du fait de leurs fonctions, et de réparer, le cas échéant, le préjudice qui en est résulté. Lorsque la protection fonctionnelle est demandée par un élu, au titre des articles L 2123-34 et L 2123-35 du CGCT, le conseil municipal, en tant qu'organe délibérant de la commune, est l'autorité compétente pour se prononcer sur cette demande, au nom de la commune.

Le Conseil Municipal est informé qu'un élu, a sollicité la protection fonctionnelle de la commune, dans le cadre de poursuites judiciaires pour menaces à son encontre.

En effet, la collectivité publique est tenue d'accorder sa protection dans le cas où il fait l'objet de poursuites pénales à l'occasion de faits qui n'ont pas le caractère d'une faute personnelle. Cette protection consiste principalement à prendre en charge les frais d'avocat de l' élu.

Il est précisé qu'une déclaration a été faite auprès de la Sté Groupama, assureur de la collectivité, qui prend en charge cette affaire au titre du contrat « responsabilité civile et protection juridique des élus ».

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide d'accorder la protection fonctionnelle sollicitée.

OBJET : DÉLÉGATION du CONSEIL MUNICIPAL au MAIRE

(annule et remplace la délibération n° 14/2020 du 23 mai 2020)

Madame le Maire rappelle que l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales donne au conseil municipal la possibilité de lui déléguer pour la durée de son mandat certaines attributions de cette assemblée. Il l'invite à examiner s'il convient de faire application de ce texte.

Le Conseil Municipal, après avoir entendu Madame le Maire,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2122-22 et L. 2122-23,

Considérant qu'il y a intérêt, en vue de faciliter la bonne marche de l'administration communale, à donner à Madame le Maire certaines délégations prévues par l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales.

- DÉCIDE, à l'unanimité, de donner délégation à Madame le Maire, en application de l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales et pour la durée de son mandat:

- * De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
- * De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- * De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;
- * De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;
- * D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;
- * De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;
- * De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;
- * D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues à l'article L. 211-2 ou au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même code dans les conditions que fixe le conseil municipal ;
- * D'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, et de transiger avec les tiers dans la limite de 1 000 € pour les communes de moins de 50 000 habitants ;
- * De réaliser les lignes de trésorerie de 100 000.00 € maximum ;
- * De demander à tout organisme financeur, autre que les collectivités locales et l'État, dans les opérations inscrites au budget, l'attribution de subventions ;
- * De procéder, au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux, autres que des logements communaux.

Les décisions prises en application de celle-ci peuvent être signées par un adjoint agissant par délégation du maire, en cas d'empêchement du maire, dans les conditions fixées à l'article L. 2122-18 du code général des collectivités territoriales.

Les décisions prises par le maire en vertu de l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales sont soumises aux mêmes règles que celles qui sont applicables aux délibérations des conseils municipaux portant sur les mêmes objets.

Madame le Maire doit rendre compte à chacune des réunions obligatoires du Conseil Municipal de l'exercice de cette délégation.

Informations et questions diverses :

- Madame le Maire fait part d'une demande émanant de M. et Mme COMBEAU pour la mise en conformité de leur système d'assainissement non collectif, afin d'intervenir sur deux parcelles communales (les coûts de ces travaux étant à la charge des intéressés). Le Conseil donne son accord sur cette opération.

- Un compte-rendu est donné sur l'avancée des travaux pour la mise en place de la fibre optique, concernant entre autres l'installation du poteau rue H. Grangier et des diverses dégradations sur la voirie.

- Il est donné connaissance d'un devis pour le remplacement de la porte d'entrée de la mairie. Cette opération fera l'objet d'une étude plus approfondie avec une demande de subventions pour l'automne prochain.

- Madame le Maire donne un compte-rendu du dernier conseil d'école.

- Madame le Maire indique que l'acte définitif d'achat de la maison sise rue H. Grangier sera signé courant mars.

- Le logement communal sis rue de l'Abreuvoir, suite au préavis de départ de l'ancienne locataire, est loué à compter du 1^{er} avril à un jeune couple.

- L'association « La Montminoise » a demandé, au vu de la hausse du coût de l'énergie, si la commune souhaitait augmenter la participation annuelle pour la mise à disposition de la salle des fêtes, selon la convention en vigueur. Le Conseil décide de procéder à aucune augmentation.

- Il est fait part d'une requête émanant de Mme Marie-Reine CORNETET concernant l'entretien du chemin d'accès à sa propriété qui est situé dans le domaine communal. La Sté LP Nature sera avertie afin de l'intégrer dans son planning.

Mme CORNETET fait part également de la fuite de la pompe au cimetière ainsi que de la dégradation du portillon d'accès. Ces réparations seront engagées prochainement.

- Mme Sophie CHAVATTE donne un compte-rendu de la dernière réunion du Syndicat des Eaux.

- Mesdames Anita LETEURTOIS et Dominique POLLIART font part de sinistres sur les bâtiments suite à la dernière sécheresse. Un avis sera adressé aux habitants afin de recenser les habitations concernées.

- M. Fabrice ROUSSEAU donne connaissance d'un véhicule extrêmement dangereux qui traverse la commune aux alentours de 18h30-19h00.

- Mme Sophie CHAVATTE signale que le chauffe-eau de la salle des fêtes est régulièrement en panne lors des diverses occupations. Il serait souhaitable au vu de sa vétusté, de procéder à son remplacement. Les différents travaux à la salle des fêtes seront étudiés pour l'élaboration du prochain budget primitif.

- M. Samuel TRULLARD demande qu'une formation aux premiers secours soit organisée sur la commune, pour entre autres l'utilisation du défibrillateur. Il sera pris attache auprès des services de secours et de l'assureur de la commune à cette occasion.

- Madame le Maire informe le Conseil du dépôt de plainte déposé contre un administré pour injures. La personne a été condamnée à verser 1 € à la commune et à un avertissement pénal probatoire de 2 ans.

La séance a été levée à 21h35 et les membres présents ont signé le registre.

Le Maire,
Martine DÉCHAUD